

DÉBATS • GUERRE EN UKRAINE

Louis Gautier, spécialiste des questions de défense : « En Ukraine, les Européens doivent prendre le relais des Américains, et monter vite en première ligne »

Le conflit russo-ukrainien marque un changement d'époque et une entrée de plain-pied dans un troisième âge nucléaire, estime l'ancien secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, dans un entretien au « Monde ».

Propos recueillis par Marc Semo et Elise Vincent

Publié hier à 06h00, modifié hier à 06h13 • Lecture 7 min.

Article réservé aux abonnés



Louis Gautier. YANN LEGENDRE

Louis Gautier, spécialiste des questions de défense, est directeur de la chaire Grands enjeux stratégiques contemporains de Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Il a été, de 2014 à 2018, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

L'Ukraine apparaît aujourd'hui en grande difficulté sur le plan militaire. Peut-elle encore gagner cette guerre ?

Où en était la France en 1916, à l'issue de la bataille de la Somme ? Gardons-nous des conclusions hâtives. Dès lors que, fin 2022, la guerre se tassait sur elle-même et que le front se figeait, la Russie pouvait compter sur l'endurance et la résilience de son armée ainsi que sur la mobilisation de son appareil militaro-industriel. Pour ces raisons, à l'été 2023, les chances de succès d'une contre-offensive ukrainienne décisive étaient faibles. Le général [Valeri] Zaloujny [commandant en chef des armées ukrainiennes jusqu'au 8 février] a eu raison de ne pas jouer son va-tout dans une mêlée sacrificielle.

Lire aussi |  [Eviction de Valeri Zaloujny, réformateur de l'armée ukrainienne à la forte popularité](#)



Enlisé depuis près de six mois, le conflit redevient actif aujourd'hui, mais ce sont les Russes qui exercent la pression sur plusieurs points, comme avec la prise récente de la ville d'Avdiivka, dans l'oblast de Donetsk. Certes les coups portés en mer Noire à la flotte russe, dont une vingtaine de bâtiments ont été mis hors service, sont humiliants pour Moscou. Ils aboutissent à une neutralisation relative des actions russes de la mer vers la terre. Ces succès ukrainiens n'ont cependant pas de conséquences stratégiques.

Tout se résume dorénavant aux déplacements d'une ligne de front en fonction des appétits territoriaux russes dans la partie orientale de l'Ukraine. Gagner la guerre ou plutôt ne pas la perdre en 2024, c'est éviter que le conflit ne s'achève ou se gèle aux conditions de Moscou. Il faut donc impérativement aider l'Ukraine à tenir bon. L'Europe n'est pas en guerre, mais le front ukrainien est bien le sien.

Les livraisons d'armes et l'« économie de guerre » dont parle l'Europe peuvent-elles inverser la situation ?

Avant de penser à inverser la situation, encore faut-il éviter qu'elle ne soit compromise par la non-livraison à l'Ukraine des armes dont elle a besoin. Les derniers approvisionnements américains datent de la fin décembre 2023. Les Européens peinent à tenir leurs promesses, faute de stocks et à cause des cadences insuffisantes de leurs chaînes de production.

La carence européenne et le blocage au Congrès américain des crédits destinés à l'effort de guerre en Ukraine entraînent déjà des conséquences. Sur le terrain, le rapport de force bascule en faveur des Russes, par manque de munitions, notamment d'obus de 155 mm.

Lire aussi l'éditorial du « Monde » | [Ukraine : la mauvaise option de la faiblesse](#)



Les Européens doivent prendre le relais des Américains, et monter vite en première ligne. D'ores et déjà, au vu des dernières promesses, les Vingt-Sept apporteront cette année 30 milliards d'euros d'aide militaire aux Ukrainiens et visent la fabrication de 1,5 million d'obus d'ici à la fin 2024. Des accords bilatéraux sont passés. Français et Britanniques devraient ainsi continuer à livrer des missiles de type Scalp dont l'allonge permet d'atteindre l'arrière des lignes russes. Nous parons au plus pressé, mais si l'argent est le nerf de la guerre, il n'en est pas le muscle. La mobilisation industrielle aurait dû se concrétiser plus tôt.

Le conflit ukrainien a-t-il déjà changé la façon de faire la guerre ?

La guerre d'Ukraine est une guerre bâtarde. Ce conflit est anachronique par ses mobiles, ses attendus et sa conduite. La Russie mène en effet la guerre de ses moyens avec du matériel ancien, quelques équipements de pointe tout en mettant à profit des technologies récentes. Faute d'être au niveau des meilleurs standards contemporains, les Russes compensent en acceptant un volume élevé de pertes humaines et de matériels. Dans l'histoire, certains conflits sont matriciels. Tel était le cas de la guerre du Golfe en 1991 qui configurait les engagements occidentaux suivants. A maints égards, le cas ukrainien est un contre-exemple.

Certes, ce conflit sert de banc de test à des procédés innovants et à des armes nouvelles, en particulier pour les drones aériens et maritimes. Il confirme l'importance prise par les dimensions spatiales et cyber des conflits ainsi que par l'intelligence artificielle [IA]. Il attire de nouveau l'attention sur les effets de masse, de saturation et de régénération des forces qui sont recherchés dans les conflits à forts enjeux avec un niveau élevé d'attrition. Enfin, il remet au premier plan la question de la mobilisation citoyenne. La guerre d'Ukraine ne préfigure pas cependant la guerre du futur. A aucun moment, dans aucune situation, les Russes ne sont parvenus à un coup de maître. C'est devenu une guerre d'usure. S'agissant d'une guerre d'agression, par ailleurs non existentielle, le bilan pour le Kremlin est quoi qu'il arrive désastreux.

De nouvelles leçons ont-elles été tirées de l'évolution récente de la guerre ?

Oui. L'IA va provoquer une des plus grandes révolutions de l'histoire militaire. En Ukraine, elle contribue déjà à la transparence du champ de bataille en assurant une analyse automatisée des données transmises par les drones. Ensuite, nous assistons à la « première guerre spatiale commerciale ». SpaceX et la constellation de satellites Starlink assurent aux Ukrainiens les connexions indispensables à la fois aux combats et à la guerre informationnelle. Mais malgré leur dimension essentielle aux opérations, la participation d'entreprises privées comme SpaceX, Microsoft, Amazon, Google ou encore l'entreprise chinoise DJI, leader mondial du marché de drones civils, pose question politiquement.

Lire aussi la tribune |  [« L'intelligence artificielle transforme les paradigmes traditionnels de la guerre »](#)



En matière de connectivité, de stockage et de traitement de données, la plupart des Etats, notamment européens, sont en effet désormais tributaires de capacités privées. D'un autre côté, cette implication des opérateurs de services numériques et de communication permet un renouvellement des actions de résistance citoyenne. Les Ukrainiens le démontrent tous les jours, qu'il s'agisse de collecter de l'information sur les mouvements russes, d'aider au marquage des positions ennemies ou de faire campagne sur les réseaux sociaux.

Cette guerre à l'ombre du nucléaire relégitime-t-elle la dissuasion, même si elle n'a pas pu empêcher le retour d'un conflit de haute intensité entre Etats ?

Même au temps de la guerre froide, la dissuasion nucléaire n'a jamais empêché les conflits entre Etats. Elle évitait leur débordement et l'escalade aux extrêmes. C'est bien ce qu'elle continue à

faire en Ukraine et même au Levant. Ce constat ne doit cependant pas cacher les transformations qui affectent l'ordre de la dissuasion.

La guerre d'Ukraine signale une entrée de plain-pied dans un troisième âge nucléaire. Après l'équilibre de la terreur aux temps de la guerre froide, un deuxième âge a vu le jour à partir de 1991. Il s'est caractérisé par la conjonction du désarmement nucléaire, des risques de dissémination et d'un découplage assumé, notamment dans les opérations extérieures, entre le recours à la force et la dissuasion. Entre 1991 et 2021, les armes nucléaires ne jouèrent ainsi plus aucun rôle dans la gestion des conflits.

En tant que premier conflit post-guerre froide où la menace nucléaire a été régulièrement agitée, avec notamment l'annonce, le 27 février 2022, de la mise en alerte des forces nucléaires russes, l'Ukraine marque donc un retournement. D'autant que la guerre entre Israël et le Hamas, qui a débuté le 7 octobre 2023, crée une situation inédite : une puissance nucléaire officiellement dotée (les Etats-Unis) garantit militairement une autre non officiellement dotée (Israël) et met en garde une troisième potentiellement dotée (l'Iran). Nous avons bien changé d'époque. Le jeu de la dissuasion se complexifie du fait de la pluralité des acteurs et des armes.

Il se fluidifie aussi dangereusement en raison de la convergence technologique entre vecteurs conventionnels et nucléaires et des scénarios d'emploi qui en résultent. Ainsi, les missiles Kalibr ou Iskander tirés par les Russes en Ukraine peuvent être équipés alternativement de charges classiques ou nucléaires. Ces dernières ont de nouveau le droit de cité dans les conflits par les menaces gesticulatoires et les stratégies régionales de déni d'accès.

La défense européenne est-elle capable de franchir un cap supplémentaire ?

Les initiatives déjà prises vont dans le bon sens, mais il faut changer d'échelle. Au-delà de la priorité accordée aux munitions concernant l'Ukraine, l'argent européen doit assurer l'avenir de la base industrielle de défense et l'autonomie des approvisionnements militaires de l'Union. Or, actuellement, la guerre d'Ukraine a l'effet inverse. Elle fragilise le financement des programmes européens structurants, et favorise les importations massives de matériels de guerre, en particulier américains.

Lire aussi la tribune |  [Louis Gautier : « Pour la défense et la sécurité de l'Europe, il faut davantage de coordination au sein de l'UE »](#)



Les fonds européens consacrés à la défense devraient non seulement être portés à 100 milliards d'euros, comme le suggère le commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton, mais aussi financer l'industrialisation et l'acquisition d'équipements développés en commun. La politique européenne de défense a également besoin d'un pilote. Comme le proposait en 2019 mon rapport pour le président de la République, intitulé « Défendre notre Europe », il est urgent de désigner un responsable politique chargé de la défense européenne et des crédits croissants qui lui sont affectés. Un sursaut collectif est impératif.

Entrons-nous dans une nouvelle réalité stratégique où la guerre deviendrait une solution parmi d'autres pour des puissances

désinhibées ?

Le recours aux voies de fait et à la force est malheureusement déjà une *lingua franca* pour de nombreuses puissances. Nos propres interventions en Afghanistan et en Irak ont sans doute favorisé cette désinhibition. Cela dit, l'emploi de la force armée pour parvenir à ses fins n'est jamais une solution comme les autres. Certes, [l'Azerbaïdjan a réglé, à l'automne 2023, la question du Haut-Karabakh](#), vieille de trente ans, mais à côté de cette guerre éclair combien d'autres sans résultats probants ? Quel est le bénéfice pour l'Arabie saoudite de ses actions militaires au Yémen ? Et demain, même si la Russie conservait le Donbass et la Crimée, pourquoi tant de vies sacrifiées et de richesses perdues pour détenir in fine ce qui, pour l'essentiel, avait été acquis en 2014 par des actions indirectes plus économes de moyens ?

Lire aussi |  [A Munich, les Européens rattrapés par l'urgence de se défendre face à la menace russe](#)



Le succès des armes suffit rarement à atteindre des buts politiques. Cette leçon devrait rationnellement être tirée, de Pékin à Washington, sauf que ni la raison ni la justice n'ont jamais fermé les sentiers de la guerre. Seuls l'équilibre des rapports de force et des mécanismes efficaces de sécurité collective peuvent brider la tentation du passage à l'acte. Or, l'Europe, dont la détermination avait été testée en 2008 avec l'attaque de la Géorgie, puis lors de l'annexion de la Crimée en 2014, apparaissait trop faible à Poutine en 2022 pour être prise au sérieux.

Marc Semo et Elise Vincent

Le Monde Mémorable

Découvrir



Le génie Chaplin

Personnalités, événements historiques, société... Testez votre culture générale

La fabrique de la loi

Boostez votre mémoire minutes par jour